



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

N° DTE-DTE 2020-072

**Assistance pour l'auto surveillance des effluents liquides des établissements
du GHT-Loire**

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée issue des articles L2123-1 et R 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique

Contenu

ARTICLE 1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3.	DIVISION EN LOTS.....	6
ARTICLE 4.	FORME DU (DES) MARCHÉ(S)	6
ARTICLE 5.	DURÉE DU (DES) MARCHÉ(S) ET RECONDUCTION	6
ARTICLE 6.	PIECES CONTRACTUELLES DU (DES) MARCHÉ(S)	6
6.1	PIECES CONSTITUTIVES DU (DES) MARCHÉ(S)	6
6.2	NOTIFICATION	7
6.3	NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE	7
ARTICLE 7.	SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 8.	OBLIGATIONS GENERALES DU (DES) TITULAIRE(S)	8
8.1	CHANGEMENTS AFFECTANT LE(S) TITULAIRE(S)	8
8.2	PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE	8
8.3	ASSURANCE	8
8.4	RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNEES : RGPD.....	8
8.5	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	11
8.6	SECURITE	12
ARTICLE 9.	CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	12
9.1	CONTENU DES PRIX.....	12
9.2	DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX	13
9.3	TYPE DE PRIX	13
9.4	FORME DES PRIX	13
9.5	REVISION EN FONCTION D'UNE REFERENCE PERMETTANT L'AJUSTEMENT DU PRIX	13
9.6	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUTRES TAXES REGLEMENTAIRES	14
9.7	AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	14
9.11.1	Avances	14
9.11.2	Retenue de garantie (L2191-7 et R 2191-32 du code de la commande publique)	14
ARTICLE 10.	MODALITES DE REGLEMENT	14
10.1	ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE (L2191-4 ET R2191-20 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	14
10.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14

10.3 DELAI DE PAIEMENT.....	15
ARTICLE 11. TITULAIRE ETRANGER	16
ARTICLE 12. QUALITE DES PRESTATIONS DE SERVICE	16
ARTICLE 13. DUREE D’EXECUTION	16
ARTICLE 14. MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	16
ARTICLE 15. LIVRAISON DES FOURNITURES.....	16
15.1 EMBALLAGE	16
15.2 TRANSPORT	17
15.3 MODE DE LIVRAISON	17
15.4 DOCUMENTS A FOURNIR	17
15.5 LIEUX DE LIVRAISON.....	18
15.6 SURVEILLANCE EN USINE.....	18
ARTICLE 16. LES RUPTURES D’APPROVISIONNEMENT	18
16.1 RUPTURES D’UN PRODUIT.....	18
16.2 ARRET OU RUPTURE DE COMMERCIALISATION D’UN PRODUIT	18
ARTICLE 17. EXECUTION DES PRESTATIONS DE SERVICES.....	19
ARTICLE 18. PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET PRESTATIONS SIMILAIRES.....	19
ARTICLE 19. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	19
ARTICLE 20. OPERATIONS DE VERIFICATION	19
ARTICLE 21. DECISIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	19
ARTICLE 22. ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE	19
ARTICLE 23. RESPONSABILITE.....	20
ARTICLE 24. GARANTIE.....	20
ARTICLE 25. PENALITES DE RETARD.....	20
25.1 DEFINITION DU DELAI CONTRACTUEL.....	20
25.2 EXIGIBILITE DES PENALITES DE RETARD	20
25.3 CALCUL DES PENALITES DE RETARD D’EXECUTION	20
25.5 PENALITES SUR AUTRES LITIGES D’EXECUTION	21
25.6 AUTRES PENALITES	21
25.7 CUMUL	22
ARTICLE 26. RESILIATION DU (DES) MARCHE(S)	22
26.1 MOTIFS DE RESILIATION	22

26.2 RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	22
26.3 RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE.....	22
26.4 RESILIATION POUR MOTIFS D'INTERET GENERAL.....	23
26.5 INDEMNITE DE RESILIATION	23
ARTICLE 27. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	23
27.1 EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	23
27.2 APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE.....	23
ARTICLE 28. EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	23
ARTICLE 29. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	24
ARTICLE 30. INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	24

Chapitre I – Généralités

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur : CHU SAINT ETIENNE-Etablissement support du GHT LOIRE

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé

Siret : 264 200 304 00808

Adresse : Direction des Achat et de la Logistique
Hôpital Bellevue
42055 SAINT ETIENNE CEDEX 02

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Etablissements participant au marché :

CHU St-Etienne

CH de Roanne

Renseignement(s) administratif(s) :

Service marchés :

Laurence VETARD
Responsable service des marchés
Tél : 04/77/12/79/15
Fax : 04/77/12/73/15
laurence.vetard@chu-st-etienne.fr

Aline PLANCHE-DÉFRADE
Juriste
Tél : 04/77/12/79/62
Fax : 04/77/12/73/15
ght.marchesjuristes@chu-st-etienne.fr

Renseignement(s) technique(s) :

Frédéric BERNET
Tél : 04/77/44/35/69
Frederic.bernet@ch-roanne.fr

En cas de question, une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 2. Objet du marché

La présente consultation a pour objet **l'assistance pour l'auto surveillance des effluents liquides**

Se reporter au CCTP pour les clauses techniques.

Lieu(x) d'exécution : différents sites des établissements parties.

Article 3. Division en lots

Prestation divisée en deux lots.

L'attribution sera faite lot par lot. Le CHU de Saint-Etienne ne signera qu'un seul marché regroupant l'ensemble des lots attribués à un même candidat.

Article 4. Forme du (des) marché(s)

Les prestations feront l'objet d'un accord cadre conclu sans tranche optionnelle.

L'accord cadre est conclu avec un seul opérateur économique .

En application des articles 2162-2 et R2162-3 du code de la commande publique, l'accord-cadre donnera lieu à l'émission de bon de commande

En application de l'article R2162-4 du code de la commande publique accord cadre est conclu avec un maximum seulement de 200 000 € HT.

Article 5. Durée du (des) marché(s) et reconduction

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

Ce marché pourra éventuellement être reconduit de manière TACITE pour une durée de 12 mois à compter de sa date d'anniversaire. Le marché ne pourra être reconduit au-delà de 3 fois.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas 48 mois (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)). Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Dans le cas de décision de ne pas reconduire le marché, le pouvoir adjudicateur prendra une décision de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant la fin de la durée de validité des marchés publics.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Article 6. Pièces contractuelles du (des) marché(s)

6.1 Pièces constitutives du (des) marché(s)

Le(s) marché(s) est (sont) régi(s) par les documents contractuels suivants :

- 1- l'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- 2- l'offre financière du titulaire ;
- 3- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes ;
- 4- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;

- 5- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de FCS ;
- 6- l'offre technique du titulaire ;
- 7- toute autre pièce remise au titre de l'AOO.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du (des) marché(s), ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente (ou d'achat) du titulaire sont inopposables au pouvoir adjudicateur.

6.2 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

6.3 Nantissement et cession de créance

Si le(s) titulaire(s) souhaite(nt) céder ou nantir sa (leur) créance, il(s) devra (devront) en faire la demande au pouvoir adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui (leur) a (ont) été délivrée s'il(s) ne souhaite(nt) pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au(x) titulaire(s) en exemplaire unique. Il est à noter que le pouvoir adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Dans le cadre des marchés d'accord cadre donnant lieu à l'émission de bon de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique du marché. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du pouvoir adjudicateur ;
- un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès du pouvoir adjudicateur.

Article 7. Sous-traitance

Conformément à l'article L2193-1 du code de la commande publique ce(s) marché(s) ne peut (peuvent) faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée.

Article 8. Obligations générales du (des) titulaire(s)

8.1 Changements affectant le(s) titulaire(s)

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à informer les établissements parties de tout changement survenant au cours du (des) marché(s) affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

8.2 Protection de la main-d'œuvre

Le(s) titulaire(s) se doit (doivent) de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il(s) est (sont) responsables du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

8.3 Assurance

Le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et / ou professionnelle qu'il(s) peut (peuvent) encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du (des) marché(s). Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le pouvoir adjudicateur en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du (des) présent(s) marché(s).

8.4 Respect de la protection des données : RGPD

Préambule : Les termes « données à caractère personnel », « traiter/traitement », « responsable du traitement », « sous-traitant », « personne concernée » et « violation de données à caractère personnel » auront la même signification que dans le Règlement Général Européen sur la Protection des Données.

Conformément à l'application du règlement européen général de protection des données à caractère personnel et au regard des traitements mis en œuvre, Le(s) titulaire(s) devra(ont) se conformer aux obligations définies par le RGPD à savoir la mise en œuvre de l'organisation pour satisfaire aux exigences suivantes :

- Le titulaire devra tenir un registre des activités de traitement effectuées pour le compte de ses clients.
- L'exercice, par chacun des individus, des droits suivant (tel que défini par le règlement) : le droit d'accès, le droit à la rectification et à l'effacement, le droit d'opposition, et le droit à la portabilité. Le(s) titulaire(s) fournira(ont) donc à ce sujet, au délégué à la protection des données (DPD), les procédures permettant d'exercer ces droits (dans un délai maximum de 2 mois) après la signature du contrat. Il doit aider le responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées. Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, il doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au délégué à la protection des données du responsable du traitement à l'adresse rgpd-dpd@chu-st-etienne.fr.
- Le(s) titulaire(s), en qualité de sous-traitant, s'engage(nt) à traiter les données conformément aux instructions documentées du CHU dans le cadre de l'exécution des services. Il(s) s'engage(nt) en outre à ne pas traiter et utiliser les données à des fins autres que celles visées dans le présent marché ni divulguer ces données à des tiers à moins qu'une disposition légale ou réglementaire n'en dispose autrement.
- Le(s) titulaire(s) met(tent) en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque sur des données sensibles. En effet les traitements mis en jeux se rapportant à des données relatives [Religion, Opinion politique ou syndicale, Sexualité, génétique/biométrique, Santé, NIR, Condamnations Pénales] il est demandé au(x) titulaire(s) d'effectuer une analyse d'impact (PIA) telle que définit par le règlement.
- En cas de violation des données Le(s) titulaire(s) devra(ont) en informer immédiatement le responsable du Traitement qui lui sera désigné et effectuer les démarches de déclaration auprès de la CNIL dans les 72 heures après détection de l'incident en cas de risque sur la vie privée des personnes.
- La solution doit garantir la protection et la sécurité des données confiées au(x) titulaire(s) pendant toute la durée de la prestation et ce jusqu'à destruction ou restitution des données.
- respect de la notion de "privacy by design" : *il s'agit d'intégrer la sécurité des données dès la conception de la solution et ce même si la solution a été développée avant la mise en application du règlement.* A ce titre Le(s) titulaire(s) devra(ont) donc clairement expliquer comment il met ce concept en œuvre au sein de la solution proposée.
- respect de la notion de privacy by default : *tout accès aux données doit être interdit au nouvel utilisateur. Cet accès pourra ensuite être délégué aux personnes qui auront été habilitées.*
- Enfin Le(s) titulaire(s) fournira(ont) au délégué à la protection des données tous les éléments nécessaires à l'enregistrement des traitements dans le registre des traitements. Ces informations sont donc au minimum les suivantes : *identification des services*

opérationnels traitant les données, identification des catégories de données traitées, lieu où sont hébergées les données, durées de conservation des données, liste des mesures mises en œuvre pour minimiser les risques.

Sous traitance :

Le(s) titulaire(s) ne peut(vent) faire appel à un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, Le(s) titulaire(s) informe(nt) le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'un sous-traitant, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Le traitement par un sous-traitant est régi par un contrat ou un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, qui lie le sous-traitant à l'égard du responsable du traitement, définit l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement.

Si Le(s) titulaire(s) recrute(nt) un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du responsable du traitement, les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le contrat ou un autre acte juridique entre le responsable du traitement et le sous-traitant sont imposées à cet autre sous-traitant

Exportation de données :

Dans le cadre des services, le titulaire ne pourra pas transférer les données à des destinataires situés dans des pays hors de l'Espace Economique Européen, sans accord exprès du CHU.

En cas d'accord exprès du CHU, le sous-traitant prendra des mesures afin d'assurer une protection adéquate des données envoyées hors de l'Espace Economique Européen et l'ensemble des transferts sera couvert par un mécanisme de transfert approuvé par les autorités de l'Union Européenne.

De plus, ces transferts de données seront couverts soit par la certification du sous-traitant relative à l'accord « Privacy Shield » entre l'Union Européenne et les États-Unis publié par le Département du Commerce des États-Unis et la Commission Européenne, soit par les Clauses Contractuelles Types de l'Union Européenne.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, et dès que le titulaire annoncera publiquement l'obtention de l'accord des autorités de protection des données de l'Union Européenne, les transferts de données seront couverts par les règles internes d'entreprise ou Binding Corporate Rules (BCR) applicables aux sous-traitants.

Documentation et audit :

À la demande du CHU, et conformément à l'article 28 du règlement européen sur la protection des données, le titulaire fournira au Client les informations raisonnablement exigibles et pertinentes démontrant sa conformité quant aux obligations lui incombant au titre du Contrat de Traitement de Données. Ces informations permettront la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le responsable de traitement peut auditer, dans la limite d'une fois par an, la conformité du sous-traitant au regard des dispositions du Contrat de Traitement de Données en cas de doute raisonnable relatif à un quelconque manquement auxdites dispositions.

L'audit devra être réalisé au cours des heures normales d'ouverture sur le site concerné, il sera soumis aux règles internes du titulaire, et il ne devra pas perturber de manière excessive les activités de celui-ci. Les rapports d'audit sont considérés comme des informations confidentielles des Parties. Tous les frais associés aux audits sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Dispositions diverses :

Aucune Partie ne pourra être tenue pour responsable envers l'autre Partie en cas de dommage, manque à gagner, perte d'économies anticipées, atteinte à la réputation, perte de clientèle, dommage accessoire ou consécutif résultant de :

- Un accès non autorisé au réseau ou à l'équipement en dépit des mesures de sécurité prises par l'une des Parties ;
- Toute action coercitive intentée à l'encontre de l'autre Partie par toute autorité réglementaire en raison d'un manquement par l'une des Parties à ses obligations au titre de la législation applicable en matière de protection des données.

Le(s) titulaire(s) communique(nt) au responsable du traitement le nom et les coordonnées de son (leur) délégué à la protection des données, s'il(s) en a(ont) désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

8.5 Discretion et confidentialité

Le(s) titulaire(s) est (sont) tenu(s) au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il(s) aurai(en)t accès dans le cadre d'exécution du (des) présent(s) marché(s) et en particulier pour toutes les données à caractère personnel auquel il(s) aurait(nt) accès pendant toute la durée de la prestation.

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à faire respecter ces dispositions par son (leur) personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements parties.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du groupement de commande, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit des établissements parties. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements parties, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements parties ou d'un tiers.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le(s) marché(s) pourra (pourront) être résilié(s) pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les établissements parties s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du (des) titulaire(s).

8.6 Sécurité

Les établissements parties définissent, selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 (articles R4511-1 à R4515-1 du code du travail), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans ses établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions du présent CCAP.

Les établissements parties pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché.

Les établissements parties se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Chapitre II – Prix et règlements

Article 9. Contenu et caractère des prix

9.1 Contenu des prix

Les prix du marché comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCAP et notamment :

- 1- Le conditionnement, l'emballage et la manutention ;
- 2- l'assurance ;
- 3- le stockage ;
- 4- le transport jusqu'au lieu de livraison ;
- 5- les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris ;
- 6- la mise en service (ou la mise en ordre de marche) ;
- 7- le gardiennage ;
- 8- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- 9- les frais de gestion ;
- 10- la fourniture de tous les accessoires indispensables ;

Il ne sera appliqué aucun frais afférent à des minima de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

Les prix du marché sont franco de port en montant / en quantité.

9.2 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux du marché figurant à l'acte d'engagement (ou au bordereau de prix unitaire, ou autre à préciser) sont établis à la date dite «date d'établissement des prix», soit : le mois de juin de l'année 2020.

9.3 Type de prix

Les prix sont unitaires définitifs appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

9.4 Forme des prix

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse selon les dispositions figurant au § 9.5 *infra*,

La demande de révision de prix peut être à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou du titulaire

9.5 Révision en fonction d'une référence permettant l'ajustement du prix

Les prix sont révisables annuellement selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.15 + (0.85 \times I/I_0)]$$

P = prix révisé

P₀ = prix en vigueur à la date d'établissement des prix du marché

Avec I=indice SYN (indice SYNTEC bureaux d'études)

Clause butoir

L'augmentation induite par le nouveau barème ne pourra pas excéder 2 %. Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant le montant du détail quantitatif estimatif de l'année N-1 au montant de l'année N.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre en œuvre la clause de variation des prix. Dans le cas contraire, les anciens tarifs seront appliqués jusqu'à la prochaine révision. Ou les anciens tarifs continueront à s'appliquer jusqu'à la réception du nouveau barème par le pouvoir adjudicateur.

9.6 Application de la taxe sur la valeur ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les *taxes réglementaires*, autres que la TVA, *doivent être intégrées* au prix unitaire HT du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

9.7 Avances et retenue de garantie

9.11.1 Avances

Une avance est accordée au(x) titulaire(s), si celui-ci (ceux-ci) n'y a (ont) pas renoncé, et à condition que le (les) marché(s) entre(nt) dans les conditions définies aux articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

9.11.2 Retenue de garantie (L2191-7 et R 2191-32 du code de la commande publique)

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

Article 10. Modalités de règlement

10.1 Acompte, règlement définitif et solde (L2191-4 et R2191-20 du code de la commande publique)

Le marché donne lieu à des versements à titre d'acomptes (100 % à la livraison).

La facturation est mensuelle à terme échu.

10.2 Présentation des demandes de paiement



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ; - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par les établissements parties.

Les factures seront déposées auprès de l'établissement ayant passé la commande

10.3 Délai de paiement

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'exécution des prestations, de la date d'admission de la fourniture, conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, en cas de retard de paiement, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter aux intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux directeur de la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenté de 8 points.

Article 11. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si le(s) titulaire(s) est (sont) établi(s) dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il(s) facturera (factureront) ses prestations hors TVA et aura (auront) droit à ce que l'administration lui (leur) communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III – Exécution

Article 12. Qualité des prestations de service

Les fournitures et prestations de services doivent être conformes aux spécifications techniques décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 13. Durée d'exécution

La durée d'exécution de chaque bon de commande part de la date de réception du bon de commande jusqu'à l'admission de la dernière livraison correspondante, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du (des) marché(s) ; ou à la date de la dernière mise en ordre de marche.

Article 14. Modalités de passation des commandes

Le fournisseur devra se conformer aux seuls ordres écrits définis au moyen de bons de commande rédigés et signés par le service acheteur portant au minimum les indications suivantes :

- la référence au marché
- la désignation de la fourniture
- la quantité commandée
- le prix d'engagement correspondant au prix marché
- le lieu et la date (ou délai) de livraison
- l'adresse de facturation

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le Directeur de l'établissement ou son représentant dûment habilité.

Article 15. Livraison des fournitures

15.1 Emballage

Le fournisseur devra préciser si les emballages demeurent sa propriété ou s'il s'agit d'emballages perdus.

Dans tous les cas, l'évacuation de tous les emballages est à la charge du titulaire du marché.

15.2 Transport

Frais de transport :

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 19.3 du CCAG.

Risques inhérents au transport :

Conformément à l'article 19.3 du CCAG, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Il appartient au fournisseur qui s'adresse à un transporteur de prendre toutes dispositions pour respecter les délais de livraisons contractuels. En outre, l'aide au déchargement doit être incluse au titre des prestations annexes exigées du transporteur au sens de la Loi 95-96 chapitre 2 (J.O. du 02/02/1995).

Le titulaire est responsable des dégradations de toute nature, qu'elles soient occasionnées d'une façon quelconque par la faute des transporteurs ou de leur personnel.

Le service acheteur pourra faire exécuter au compte du titulaire la réparation des dégâts commis. Notification lui en sera faite par mise en demeure

15.3 Mode de livraison

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes :

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison indiquant les nom et adresse du titulaire du marché, la date de livraison, la référence de la commande, la nature de la livraison, les quantités livrées, les prix unitaires et totaux. Le double du bon de livraison, signé par le Directeur préciser le service ou son représentant, vaudra procès-verbal de réception.

Tout matériel égaré par le non-respect de cette clause sera à la charge du fournisseur. Le non-respect des conditions de livraisons pourra entraîner le refus de la livraison. Un délai de 72 heures pourra être accordé pour représenter la marchandise.

15.4 Documents à fournir

Documentation technique : Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

15.5 Lieux de livraison

La fourniture doit être livrée aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

15.6 Surveillance en usine

Sans objet.

Article 16. Les ruptures d'approvisionnement

16.1 Ruptures d'un produit

En cas de rupture d'un produit, dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité de livrer un produit pour cause de rupture ponctuelle chez l'industriel, il doit soumettre, préalablement, toute proposition de substitution de produit pour validation aux établissements parties, dans un délai de 15 jours maximum avant la date présumée de prise en compte de ce changement.

Il le propose aux établissements parties et leur adresse un échantillon et la fiche technique du produit qui donnera ou non son accord pour le remplacement ponctuel du produit.

Cette substitution ne peut pas perdurer au-delà de 3 mois maximum sauf accord pouvoir adjudicateur et doit avoir un caractère exceptionnel. Cette substitution doit respecter les conditions initiales du marché et ne doit pas engendrer de modification de prix unitaire.

Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, les établissements parties pourront appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

16.2 Arrêt ou rupture de commercialisation d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose aux établissements parties un produit de remplacement **sans modification de prix unitaire** dans un délai de 15 jours maximum avant la date présumée de prise en compte de ce changement. Il fournit un échantillon et la fiche technique du produit afin que le pouvoir adjudicateur puisse s'assurer que ce produit bénéficie des mêmes caractéristiques que le produit retenu initialement au marché.

En cas d'accord des établissements parties, ce dernier rédigera un certificat administratif. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, les établissements parties pourront appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire

Article 17. Exécution des prestations de services

Se référer au CCTP.

Article 18. Prestations complémentaires et Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet La réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédant passé après mise en concurrence. La durée d'un tel marché ne pourra dépassé 3 ans à compter de la notification du marché initial.

Article 19. Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au code du travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Chapitre IV – Constatation de l'exécution

Article 20. Opérations de vérification

Les établissements parties disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative.

Les produits livrés doivent correspondre au bon de commande. En cas d'inadéquation, la livraison de produits conformes est demandée.

Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part des établissements parties dans le délai de 15 jours, les articles sont considérés comme admis.

Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

Nonobstant, la décision d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Article 21. Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

Article 22. Admission et transfert de propriété

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG par le pouvoir adjudicateur.
Dans tous les cas, la décision d'admission des produits entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des produits aux établissements parties est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

Article 23. Responsabilité

Le(s) titulaire(s) demeure(nt) responsable(s) des dommages commis par son (leur) personnel lors de ses (leurs) interventions dans les locaux des établissements parties.

Article 24. Garantie

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 28 du CCAG-FCS.

Chapitre V – Différends et litiges

Article 25. Pénalités de retard

25.1 Définition du délai contractuel

Se référer au CCTP.

25.2 Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par le(s) titulaire(s), sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du (des) titulaire(s) ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par les établissements parties ou en cas de manquement des établissements parties à leurs propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

25.3 Calcul des pénalités de retard d'exécution

Les pénalités sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1000$$

Où :

P désigne le montant des pénalités

V désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés

R le nombre de jours de retard par rapport au délai contractuel

25.5 Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisée) ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable des établissements parties..., une pénalité forfaitaire de 20 euros TTC pourra être appliquée.

25.6 Autres pénalités

Les pénalités suivantes pourront être appliquées au titulaire du marché et retenue par précompte après constatation des établissements parties signifiée au titulaire

Non-participation aux réunions mensuelles	150 € H.T
Non remise de l'attestation d'assurance	150 € H.T / jour de retard
Tenue d'un aspect physique négligé (sale, déchirée, abîmée) par cas constaté	150 € H.T
Non-respect des engagements du titulaire à son mémoire technique	750 € H.T par cas constaté
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services), par cas constaté	1500 € H.T
Etat d'ivresse	2000 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Introduction d'un tiers non autorisé	2000 € H.T accompagné du retrait de la personne concernée et effectué son remplacement
Faute lourde, vol, entrée de personnel non habilité, par cas constaté	8000 € H.T

Toutes les pénalités prévues au marché pourront être appliqués au titulaire sans mise en demeure préalable.

Le titulaire sera informé de la décision de l'établissement adhérent d'appliquer des pénalités par courrier motivé adressé en LRAR.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'établissement adhérent postérieurement au constat du manquement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le titulaire un titre spécifique sera émis pour le paiement des pénalités.

Leur paiement n'exonère pas le titulaire de son éventuelle responsabilité administrative, civile ou pénale vis-à-vis des établissements parties.

Les établissements parties peuvent en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou dans le mémoire technique du titulaire.

25.7 Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Article 26. Résiliation du (des) marché(s)

26.1 Motifs de résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues à aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

26.2 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les établissements parties se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

26.3 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 31 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin au(x) marché(s) pour perte d'objet du marché ou lorsque le(s) titulaire(s) ne sera (seront) plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

En complément des cas prévus à l'article 32 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin au(x) marché(s) dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Par ailleurs, l'entreprise en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation

doit apporter au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

26.4 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 33 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, le marché pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié au marché, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier ou en cas de réforme du matériel.

Dans ces hypothèses, la facturation sera effectuée au prorata temporis de l'utilisation.

26.5 Indemnité de résiliation

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, la résiliation prononcée pour motif d'intérêt général n'ouvrira pas droit à une indemnité de résiliation.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au(x) titulaire(s) dans les conditions fixées à l'article 34 du CCAG-FCS.

La résiliation réalisée en fonction de l'application d'une décision juridictionnelle n'ouvre pas droit à indemnité.

Article 27. Exécution aux frais et risques du titulaire

27.1 En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, les établissements parties se réservent le droit de faire exécuter tout ou partie de la prestation auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit les établissements parties de la date de reprise de l'exécution : à défaut, les établissements parties ne pourront être tenus pour responsable d'un prolongement de l'exécution du marché auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

27.2 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les établissements parties se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 28. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 29. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est compétent en cas de litige.

Article 30. Introduction des recours contentieux

- Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché (article L 551-1 du code de justice administrative).
- Un référé contractuel peut être formé à partir de la signature du marché, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- Un référé suspension, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- Un recours pour excès de pouvoir peut être formé dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché (acte détachable du marché). Si ce recours est introduit conjointement à un référé-suspension, il doit être introduit avant la signature du marché.
- Un recours de plein contentieux peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché.
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
6.1	4	Ordre de priorité des pièces du marché
5.1	13.1.1	Début du délai d'exécution différent de la date de notification
8.3	9.2	Assurance
14.1.1	25.3	Pénalités pour retard
26.4	33	Autre cas de résiliation de marché
26.5	33	Résiliation pour motifs d'intérêt général et Indemnité de résiliation